VILLE DE CHAMPS-SUR-MARNE

REPUBLIQUE FRANCAISE
---
Liberté - Egalité - Fraternité
---

**ARRETE DU MAIRE**
**N°ST-2026-258**

| |
|---|
| DEPARTEMENT<br>Seine-et-Marne |
| CANTON<br>Champs-sur-Marne |
| COMMUNE<br>Champs-sur-Marne |

**Services Techniques**
Réf. : TN/NB/DB/ST/MG

**OBJET : REGLEMENTATION TEMPORAIRE DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION PARKING ALLEE PASCAL DULPHY POUR FETE FORAINE**

**Le Maire de Champs-sur-Marne,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2212-2 et L.2213-1,

**VU** le Code de la Route, notamment les articles R.411-8 et R.411-25,

**VU** le Code de la Voirie Routière,

**VU** l'Arrêté Interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

**VU** l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière d'août 2009,

**VU** la Délibération n°11 du 09 décembre 2019, par laquelle le Conseil Municipal fixe les tarifs des droits de place et de voirie, notamment la redevance d'occupation du domaine public pour les dépôts de benne,

**VU** la demande de monsieur Christophe TONNELLIER, en date du 12 septembre 2026, d'arrêté réglementant le stationnement et la circulation pour l'installation d'une fête foraine, parking allée Pascal Dulphy, du 11 octobre au 13 novembre 2026,

**CONSIDERANT** que dans le cadre de ses pouvoirs de police, le Maire est chargé du bon ordre, la sécurité, la tranquillité et la salubrité publiques ainsi que de la circulation et du stationnement,

**CONSIDERANT** que l'installation de la fête foraine, parking allée Pascal Dulphy, effectués par monsieur Christophe TONNELLIER, vont perturber la circulation et le stationnement, ceux-ci doivent être réglementés afin d'assurer la sécurité des usagers et une bonne conservation du domaine public,

**CONSIDERANT** que l'installation d'une fête foraine constitue une occupation privative temporaire sans emprise au sol du domaine public routier (route et dépendances routières tels les trottoirs), qui doit être préalablement autorisée par arrêté du Maire portant permis de stationnement,

**CONSIDERANT** que cette autorisation d'occupation du domaine public, inaliénable et imprescriptible, est subordonnée au versement d'une redevance, dont le montant est fixé par le Conseil Municipal,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Du 11 octobre au 13 novembre 2026, la circulation et le stationnement seront interdits sur la partie ouest du parking situé allée Pascal Dulphy face à la salle Jacques Brel ;

**ARTICLE 2 :** Monsieur Christophe TONNELLIER est tenue de verser à la Commune de Champs-sur-Marne (à l'ordre du Trésor Public) la redevance d'occupation du domaine public dont le montant s'élève à 225€00 pour 1 manège pour la période du 11 octobre au 13 novembre 2026, à la réception du titre de recette ;

**ARTICLE 3 :** L'entreprise titulaire de cette autorisation doit :

- Assurer la sécurité des usagers empruntant le domaine public, en particulier le cheminement des piétons sur trottoir ; un passage protégé au droit du chantier,
- Réparer les dégradations commises, et nettoyer le domaine public qu'il aurait sali,
- Eviter toutes nuisances sonores,
- Ne pas transférer à un tiers la présente autorisation,
- Respecter les distances indiquées sur le plan joint à sa demande,

Le cas échéant, la présente autorisation sera retirée sans indemnité ni remboursement ;
L'occupant sera responsable tant vis-à-vis de l'administration que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de cette installation ;

**ARTICLE 4 :** Monsieur Christophe TONNELLIER veillera à reprendre le revêtement complet de la chaussée et du trottoir ainsi que les marquages au sol qui devront être conformes et identiques à l'existant ;

**ARTICLE 5 :** Monsieur Christophe TONNELLIER prendra toutes les dispositions de façon à réduire au minimum la gêne pour le passage des véhicules de secours, des véhicules de transports en commun et des véhicules de collecte des déchets ménagers ;

**ARTICLE 6 :** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière sera mise en place 48h00 avant par monsieur Christophe TONNELLIER, et maintenue de manière opérationnelle pendant toute la durée de l'intervention ; La protection des zones de chantier est placée sous la responsabilité de monsieur Christophe TONNELLIER. Elle sera effectuée conformément à la réglementation en vigueur, en particulier en matière de sécurité publique. Monsieur Christophe TONNELLIER en apportera la preuve à la Commune ;

**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté n'est opposable aux usagers qu'une fois la mise en place de la signalisation réglementaire prévue par l'arrêté interministériel en vigueur ;

**ARTICLE 8 :** Toute contravention au présent Arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur, notamment tout arrêt ou stationnement d'un véhicule en infraction avec cette interdiction sera considéré comme gênant au sens de l'article R.417-10 du Code de la Route ;

**ARTICLE 9 :** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté qui sera inscrit au Registre des Arrêtés, et dont l'ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Commissaire de Police de Torcy,
- Monsieur le comptable public du SGC de Chelles,
- Monsieur Christophe TONNELLIER,

Fait à Champs-sur-Marne, le 25 septembre 2026

Le Maire certifie que le présent extrait conforme au
Registre des Arrêtés, dispensé de transmission au représentant
De l'Etat, a été publié le : 01/10/2026

Qu'il est donc exécutoire à compter de cette date.

MAIRIE de CHAMPS-S-MARNE (S-&M)

Le Maire,

Michel Colas

MAIRIE de CHAMPS-S-MARNE (S-&M)

Le Maire,

Michel Colas

Le présent acte administratif peut être contesté par voie de recours devant le tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et/ou de sa publication ou notification.
Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique télé-recours citoyen accessible sur le site internet www.telerecours.fr